

Nous adressons nos condoléances à M^{me} Palme, à ses enfants et au peuple suédois. La Suède a perdu un grand premier ministre. Le monde a perdu un ardent défenseur de la liberté, de l'égalité et de la paix.

Des voix: Bravo!

M. le Président: Je suis certain que la Chambre tient à se recueillir de la manière habituelle en souvenir et en respect de cet homme.

[*Note de l'éditeur: La Chambre observe une minute de silence.*]

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS

LE PROJET D'EXPLOITATION D'UN PARC DE LA CCN

M. Barry Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur le Président, j'ai le devoir et l'honneur de présenter encore une autre pétition signée par 84 citoyens de ma circonscription qui habitent tous la région de Manor Park qui a le plus à perdre dans le projet de la Commission de la Capitale nationale de construire une ambassade à Mile Circle.

● (1120)

L'ASSURANCE-CHÔMAGE—LA DÉDUCTION DES REVENUS DE PENSION

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition de travailleurs de l'*American Canning Company* de Hamilton. Les pétitionnaires prient le Parlement d'annuler la modification à la Loi sur l'assurance-chômage selon laquelle le revenu de pension sera traité comme revenu gagné.

J'ai deux autres pétitions, l'une signée par 50 citoyens de la Nouvelle-Écosse et l'autre par 100 travailleurs de Sackville, en Nouvelle-Écosse, qui prient eux aussi le Parlement d'annuler le règlement qui aura pour effet de calculer le revenu de pension comme revenu gagné aux fins de l'assurance-chômage.

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par un très grand nombre de mes mandants qui demandent au Parlement de faire en sorte que tous les employés retraités continuent de toucher leurs prestations de retraite sans que leurs prestations d'assurance-chômage soient diminuées de ce revenu de pension.

LES QUOTAS IMPOSÉS POUR LE SAUMON PÊCHÉ À LA MOUCHE

M. W. R. Bud Jardine (Northumberland-Miramichi): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition d'un

Questions au Feuilleton

groupe de pêcheurs sportifs de la région de Miramichi qui porte sur les restrictions imposées en 1985 à la pêche à la mouche du saumon. Ils se plaignent dans leur pétition des règlements actuels du gouvernement sur la pêche au saumon. Ils m'ont demandé de faire part à la Chambre par leur pétition de leurs objections aux quotas actuels. C'est ce que je fais en soumettant cette pétition en leur nom.

* * *

MULTICULTURALISME

ADOPTION DU 1^{er} RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

L'hon. Ray Hnatyshyn (président du Conseil privé): Monsieur le Président, des entretiens ont eu lieu entre les partis, et vous verrez que la Chambre est disposée à recevoir la motion suivante par consentement unanime et à l'adopter sans débat.

Que le premier rapport du comité permanent du multiculturalisme, présenté à la Chambre le jeudi 27 février 1986, soit adopté.

M. le Président: La Chambre permet-elle à l'unanimité au président du Conseil privé de présenter cette motion?

Des voix: D'accord.

M. le Président: La Chambre a entendu les termes de la motion. Lui plaît-il de l'adopter?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

* * *

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Doug Lewis (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le Président, on répondra aujourd'hui aux questions suivantes: 498 et 509.

[Texte]

MASSEY FERGUSON

Question n° 498—**M. Kaplan:**

A-t-on dispensé Massey Ferguson de payer la caution que la compagnie avait consenti à verser au gouvernement pour la garantie d'emprunt que ce dernier lui avait accordée pour l'année financière 1985 et, dans l'affirmative, a) pourquoi, b) à combien devrait s'élever le manque à gagner?

Mme Monique B. Tardif (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale): a) Oui, afin de respecter un engagement pris par l'ancien gouvernement en février 1983, associé avec l'entente de refinancement de Massey Ferguson en 1983.

b) La somme de \$312,500 payable en frais moins \$78,000 à titre d'honoraires pour la prestation de conseils dans le cadre de l'accord de restructuration financière pour un coût total de \$234,500.